

Unité interdépartementale du Cher et de l'Indre
6, place de la Pyrotechnie
18021 Bourges Cedex

Bourges, le 28/04/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 23/04/2026

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

AXEREAL

36 rue de la Manufacture
CS 40639
45160 Olivet

Références : -
Code AIOT : 0010000019

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 23/04/2026 dans l'établissement AXEREAL implanté Le Bourg Silo Néronde-Tendron 18350 Tendron. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- AXEREAL
- Le Bourg Silo Néronde-Tendron 18350 Tendron
- Code AIOT : 0010000019
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Silo à autorisation pour la rubrique 2160 équipé notamment d'une tour séchoir (rubrique 2910 sous

le régime de la déclaration). La tour est équipée de 2 séchoirs.

Thèmes de l'inspection :

- AR - 1
- Risque incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Traitement des effluents	Arrêté Ministériel du 10/07/1990, article 4ter	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	entretien du site	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 6	Avec suites, Demande d'action corrective	Sans objet
3	Modification de l'installation - brûleurs	AP Complémentaire du 16/03/2007, article 3	Avec suites, Demande d'action corrective	Sans objet
4	Permis de feu	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 4	/	Sans objet
5	Prévention des risques d'explosion et d'incendie	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 15	/	Sans objet
6	Thermométrie du stockage "précaire" extérieur	AP Complémentaire du 01/01/2002, article 5	/	Sans objet
7	Dechets	Arrêté Préfectoral du 16/03/2007, article 10	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection sont détaillés dans les tableaux ci-dessous.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Traitement des effluents

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 10/07/1990, article 4ter
Thème(s) : Risques chroniques, Isolement du réseau de collecte
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 28/05/2025• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant• date d'échéance qui a été retenue : 24/08/2025
Prescription contrôlée : <p>Lorsque le ruissellement des eaux pluviales sur des toitures, aires de stockage, voies de circulation, aires de stationnement et autres surfaces imperméables est susceptible de présenter un risque particulier d'entraînement de substances relevant de l'annexe * au présent arrêté par lessivage des installations de production, toitures, sols, aires de stockage, etc., ces eaux doivent être collectées et envoyées dans un (ou plusieurs) bassin(s) de confinement capable(s) de recueillir le premier flot des eaux pluviales.</p> <p>Elles ne peuvent être rejetées directement ou indirectement dans les eaux souterraines qu'après contrôle de leur qualité et, si besoin, un traitement approprié. [...]</p> <p>* [les substances considérées dans le présent constat sont en particulier]</p> <p>4. Substances qui possèdent un pouvoir cancérigène, mutagène ou tératogène dans le milieu aquatique ou par l'intermédiaire de celui-ci.</p> <p>7. Huiles minérales et hydrocarbures.</p> <p>16. Matières synthétiques persistantes qui peuvent flotter, rester en suspension ou couler et qui peuvent gêner toute utilisation des eaux.</p>
Constats : <p>Constat de l'inspection du 13/11/2024: le réseau d'eaux de ruissellement ne permet pas le contrôle de la qualité des eaux avant leur rejet.</p> <p>Constat de l'inspection du 28/05/2025 : l'exploitant ne justifie pas que les vannes mises en place permettent une gestion efficace des eaux de ruissellement avant leur éventuel rejet dans les bassins d'infiltration.</p> <p>Lors de la présente visite, l'inspection refait le point sur le détail des constats précédents:</p> <ul style="list-style-type: none">• une partie des eaux d'extinction en cas d'incendie sont récupérées par les fossés en pied de bâtiments.• les eaux d'extinction extérieures aux bâtiments, les eaux de refroidissement en cas

d'incendie ainsi que les eaux de ruissellement des voiries sont dirigées directement vers les caniveaux et fossés présents sur le site.

- 3 vannes mises en place en 2025 permettent d'obturer les sorties des réseaux souterrains.
- en sortie des réseaux, les eaux sont dirigées vers des bassins d'infiltration via des caniveaux.
- la suffisance du dimensionnement des fosses de pieds de bâtiments ainsi que des réseaux souterrains et caniveaux n'est pas justifié par l'exploitant.
- l'exploitant n'est pas en mesure de justifier que l'ensemble des eaux polluées générées par le site sont bien recueillies par les équipements en place.
- le sens d'écoulement n'est pas connu pour certains des réseaux souterrains.

Par ailleurs lors de la visite du 23/04/2026,

- l'exploitant n'a pas pu fournir d'explication sur les modalités de prélèvements des eaux pour réaliser les éventuels contrôles avant rejet dans le milieu.
- l'exploitant n'a pas été en mesure de préciser si l'infiltration est possible au niveau des fossés et caniveaux ou s'il sont étanches.

Le constat de l'inspection précédente est maintenu.

Constat : l'exploitant ne justifie pas que les réseaux en place sur le site permettent une gestion efficace des eaux de ruissellement avant leur rejet dans les bassins d'infiltration.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 2 mois

N° 2 : entretien du site

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 6

Thème(s) : Risques chroniques, bassin d'orage

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 28/05/2025
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective
- date d'échéance qui a été retenue : 24/08/2025

Prescription contrôlée :

[...]L'ensemble des installations est maintenu propre et entretenu en permanence.

[...]

Constats :

Constat de l'inspection du 13/11/2024: le bassin d'infiltration ne fait pas l'objet d'un entretien régulier.

Constat de l'inspection du 28/05/2025 : Les travaux de débroussaillages des bassins d'infiltration ne sont pas finalisés.

Lors de la présente visite, l'inspection constate que les bassins d'infiltration sont dégagés de toutes broussailles et arbres.

Par ailleurs il n'est pas constaté de dépôts de poussières lors de la visite du silo métallique vertical ainsi que dans la galerie d'aération située coté Est de ce silo et les espaces extérieurs sont propres et entretenus.

Le constat de l'inspection précédente est satisfait.

Constat : pas d'écart constaté.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Modification de l'installation - brûleurs

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 16/03/2007, article 3

Thème(s) : Situation administrative, Modification

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 28/05/2025
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective
- date d'échéance qui a été retenue : 24/08/2025

Prescription contrôlée :

Toute modification apportée par l'exploitant à l'installation [...]et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier d'autorisation ou de l'étude de danger, doit être portée avant sa réalisation à la connaissance du préfet [...]

Constats :

Constat de l'inspection du 28/05/2025: Une modification notable des séchoirs n'a pas été portée à la connaissance du préfet avant sa réalisation.

L'exploitant revient sur ce qui a été mentionné lors de la précédente inspection.
Les dernières modifications de l'installation ont eu lieu en juillet 2024. Elles ont consisté à modifier l'origine de l'arrivée d'air du séchoir. L'exploitant présente les factures de ces travaux ainsi que le permis feu correspondant. Ils n'appellent pas de remarques particulières.

En 2025, un des brûleurs et ses équipements annexes ont été remplacés à l'identique.

L'exploitant en conclut qu'aucune modification nécessitant le dépôt d'un porter à connaissance n'a été réalisée ces dernières années sur le séchoir.

Le constat de l'inspection précédent n'est donc plus d'actualité.

Constat : pas d'écart constaté

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Permis de feu

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 4

Thème(s) : Risques accidentels, Travaux par point chaud et permis feu

Prescription contrôlée :

La réalisation de travaux susceptibles de créer des points chauds dans ces zones doit faire l'objet d'un permis de feu, délivré et dûment signé par l'exploitant ou par la personne qu'il aura nommément désignée et par le personnel devant exécuter les travaux.

Constats :

Lors de la visite l'inspection a consulté le dernier permis feu délivré le 22/04/2026 à des agents AXEREAL pour des activités de meulage et soudage sous les ponts de pesée 1 et 2. L'ensemble des informations attendues sont mentionnées.

Il est signé par l'adjoint au responsable du site représentant l'exploitant.

Constat : pas d'écart constaté.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Prévention des risques d'explosion et d'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 15

Thème(s) : Risques accidentels, Système de dépoussiérage

Prescription contrôlée :

[...] Les systèmes de dépoussiérage et de transport des produits sont conçus de manière à limiter les émissions de poussières. Ils sont équipés de dispositifs permettant la détection immédiate d'un incident de fonctionnement et l'arrêt de l'installation.[...]
Constats : cf. annexe Le contrôle par sondage du fonctionnement des installations de transfert des céréales et du système de dépoussiérage n'appelle pas d'observation. Constat : pas d'écart constaté.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Thermométrie du stockage "précaire" extérieur

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 01/01/2002, article 5
Thème(s) : Risques accidentels, Suivi de température
Prescription contrôlée : Nonobstant les éventuelles mesures de la température du stockage rendues nécessaires pour son exploitation, l'exploitant réalisera une mesure journalière de cette température en plusieurs points significatifs à l'aide d'une sonde manuelle ou de tout autre moyen approprié. Les résultats de ces mesures seront consignées sur un registre qui sera tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.
Constats : Lors de la visite la zone de stockage extérieur est vide. Par ailleurs l'exploitant précise que cette zone n'a pas été utilisée depuis de nombreuses années et n'a été utilisée que pour du stockage temporaire ("à la journée"). De fait aucune mesure de thermométrie n'a été réalisée et l'exploitant ne dispose pas de registre des mesures. Constat : pas d'écart constaté
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Déchets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/03/2007, article 10
Thème(s) : Risques chroniques, Déchets
Prescription contrôlée :

[...]

10.2 - Stockage des déchets

Les produits périmés ou déclassés, les produits et emballages vides collectés en attente de valorisation ou d'élimination ainsi que les déchets produits par l'installation doivent être stockés dans des conditions prévenant les risques de pollution (prévention des envols, des infiltrations dans le sol, des odeurs, des incompatibilités). La quantité de déchets stockés sur le site ne doit pas dépasser la capacité mensuelle produite ou un lot normal d'expédition vers l'installation d'élimination.

18.3 - Déchets banals

[...], Néanmoins, ne sont pas soumis à cette obligation de valorisation les détenteurs produisant un volume hebdomadaire de déchets d'emballage inférieur à 1100 litres et que la collectivité chargée de l'élimination des déchets ménagers prend en charge dans le cadre de son service de collecte et de traitement. (décret n° 94-609 du 13 juillet 1994},
[...]

10.5 - Brulage

Le brulage sur site où l'enfouissement des déchets sont interdits.

Constats :

L'exploitant précise en préambule que le site ne gère pas de déchets. Aucun déchet dangereux n'est produit sur site (absence de séparateur d'hydrocarbures notamment).

Sur le terrain, il n'est pas constaté de présence de déchets dangereux.

L'inspection note toutefois lors de sa visite la présence d'une benne dédiée aux matériaux métalliques et des poubelles de tri (ordures ménagères, recyclage). Pour les déchets métalliques l'exploitant précise qu'il les fait évacuer dans une filière de traitement dès que la benne est pleine. Pour les autres déchets, il sont gérés au travers de la filière de collecte communale.

Aucun brûlage de déchets à l'air libre n'est constaté.

Constat : pas d'écart constaté.

Type de suites proposées : Sans suite